

77% des Français ont une bonne image de la Fonction Publique. La qualité du service public est pourtant gravement menacée par la politique gouvernementale !

UN CAS D'ECOLE : L'EDUCATION NATIONALE

2007

- 700 postes

Rentrée 2007, ce sont encore plus de 700 postes qui seront supprimés dans l'académie ! Au total ce seront plus de 3208 postes dans le second de gré et 138 postes dans le premier de gré qui auront disparu de puis 2002 dans l'Académie.

**Depuis 2002
-3346 postes**

On supprime 1 poste pour une perte de 8,5 élèves dans le second de gré mais dans le premier de gré il faut 45 élèves pour créer un seul poste !

Les conséquences sont dramatiques : par exemple, la scolarisation des enfants de 2 ans recule très rapidement, et au lycée en langues vivantes, les élèves n'ont plus que 2 heures dans des classes à plus de 30 : comment progresser ?

Pourtant notre région socialement défavorisée aurait besoin d'un effort tout particulier pour répondre aux défis éducatifs :

- Les résultats aux différentes évaluations des élèves nous placent au-dessous des moyennes nationales
- Les lycées professionnels ont des moyennes d'élèves par classe supérieures aux moyennes nationales.
- Les taux de réussite d'une génération au bac baissent d'année en année.

A cette situation, le gouvernement répond par le mensonge et l'insulte.

NON, un professeur n'est pas payé 4100 euros : le salaire d'un débutant est de 1,25 fois le SMIC, malgré la longueur des études et la difficulté du métier.

NON, Enseignant ne rime pas avec tire au flanc : les études officielles montrent que le temps de travail dépasse les 40 h par semaine ! Pire, le ministre prétend allonger la durée du service et imposer des enseignements en dehors des qualifications pour économiser des moyens.

NON, les élèves en difficulté ne sont pas aidés : on supprime massivement les postes dans les zones prioritaires, on remplace des personnes qualifiées par des jeunes sans formation et sans moyens !

**EN GREVE
le 8 février**

**la grève des fonctionnaires
vous concerne, le service
public, c'est votre affaire !**

A L'APPEL DES ORGANISATIONS DE LA FONCTION PUBLIQUE, NOUS SERONS EN GRÈVE LE 8 FÉVRIER

En 5 ans, ce sont entre 80 et 100 000 emplois qui auront disparu dans la Fonction Publique de l'Etat. Partout, de l'école à l'hôpital, la précarité et le sous-effectif atteignent des proportions inacceptables.

Depuis janvier 2000, le pouvoir d'achat des salaires bruts de la Fonction publique a reculé de 5,2%. Les effets des politiques qui ont conduit à ce constat sont graves et profonds.

Ils touchent bien entendu les agents confrontés à des situations inquiétantes tant pour leur niveau de vie que pour le maintien de leur emploi.

Mais, au-delà, c'est bien la qualité du service rendu à la population qui est menacée. Des conditions de travail désastreuses, des carrières et des statuts menacés... tout cela, c'est autant d'attaques frontales à l'encontre de tous, usagers comme salariés.

OUI, IL EST UTILE DE SOUTENIR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET POSSIBLE D'AUGMENTER LES SALAIRES.

Contrairement à ce qui ressort de la campagne de désinformation menée par les pouvoirs publics, la part des richesses produites dans le pays, mesurée par le PIB, consacrée aux rémunérations des agents de l'Etat ne cesse de reculer. Entre 1999 et 2005, elle est passée de 4,38 % à 3,99 %.

Les salaires sont un élément de la croissance par la consommation. Ils influent ainsi sur l'emploi et sur les recettes fiscales et les ressources de la protection sociale.

Augmenter les salaires et défendre l'emploi, pour les fonctionnaires comme pour l'ensemble des salariés, c'est socialement juste et c'est économiquement efficace.

**EN GREVE
le 8 février**